

peut-être déranger le sommeil du Sénat". Pourquoi nous occuper de l'effet que les projets de résolutions discutés dans cette Chambre peuvent avoir sur le Sénat? Cela ne nous regarde pas. Nous n'avons pas d'affaires avec ces messieurs,—du moins j'espère que nous n'en avons pas,—nous ne sommes pas supposés en avoir. S'imagine-t-on que nous ne devrions pas, lorsqu'une question est discutée dans cette Chambre, la renvoyer à un comité pour y être étudiée parce que cela pourrait indisposer le Sénat contre la projet de loi de pensions de vieillesse! Je suis certain que les sénateurs seront enchantés d'apprendre que l'honorable député se préoccupe tant de leur état d'esprit.

Un autre point soulevé par l'honorable député, c'est que l'année dernière un projet de législation sociale du genre de celui-ci était débattu devant le comité des relations industrielles. Ce qui s'y discutait, c'était la question du salaire minimum, et pas d'autre chose. Nous avons discuté la question pendant deux mois, et il en est résulté certaines conclusions que l'honorable député a lues, la principale ayant trait à une conférence entre les provinces. Le projet de résolution que l'on propose est d'une envergure beaucoup plus grande. Il s'agit de venir en aide à la classe ouvrière de ce pays, au moyen d'assurance contre le chômage et d'assurance contre la maladie et l'infirmité. Je me souviens très bien avoir lu, il n'y a pas longtemps, un discours prononcé par le chef du parti auquel l'honorable député appartient. Le très honorable Mackenzie King a prononcé un discours dont l'éloquence, l'appel à la raison du point de vue humanitaire et la connaissance parfaite du côté humain dans le monde industriel n'a peut-être jamais été égalé, en tout cas certainement pas dans ce pays. Et, cependant, je vois aujourd'hui des membres de son parti repousser les théories exprimées par leur chef, alors qu'ils ont l'occasion de les mettre en pratique. Il vient un temps, après tout, où les hommes, comme les partis, doivent prendre une décision au sujet des admirables théories préconisées pendant leur jeunesse et malheureusement mises de côté dans la suite. Mais le temps est arrivé où le parti libéral doit au moins montrer quelque considération pour les ouvriers et les conditions de travail dans ce pays. Je n'en attends aucune de mes honorables amis à ma droite; il est possible que j'aie des surprises, et je l'espère. J'ai été de temps à autre surpris d'entendre exprimer des opinions pas mal avancées de la part des honorables députés à ma droite, et je crois qu'ils font beaucoup de progrès, mais, au sujet de la question qui nous occupe, je n'attends aucune aide de leur part, c'est pourquoi je demande au parti libéral de ne pas faillir à sa parole et de ne pas renier les

[M. Garland (Bow River).]

déclarations et les promesses qu'il a faites au public dans les résolutions qu'il a adoptées à la convention libérale de 1919. Ce n'est pas trop demander, mais le problème est énorme. Je puis peut-être illustrer ma pensée en citant une observation de M. Arthur Kitson, un homme qui s'est imposé à l'attention du monde comme banquier d'abord, puis comme économiste, et en Angleterre comme président de la ligue de réforme des banques. Voici ce qu'il dit au sujet du chômage:

Il est bien certain que le besoin de main-d'œuvre va graduellement diminuer avec les inventions nouvelles et l'augmentation de l'efficacité industrielle.

Jusqu'à quel point cela est vrai, M. l'Orateur, seuls ceux d'entre nous qui vont dans les fabriques peuvent aussitôt s'en rendre compte. Il y a quelques années j'ai visité des filatures de coton à Montréal, et j'y ai vu des milliers d'immenses métiers mécaniques prendre la place de centaines d'hommes et de femmes. Ces métiers sont aujourd'hui conduits par des enfants, dont quelques-uns ne paraissent pas âgés de seize ans. Nous avons vu là un exemple du remplacement de la main-d'œuvre par les inventions auxquelles fait allusion M. Kitson. Il dit plus loin:

En effet, le véritable problème que nous ayons à résoudre n'est pas tant de trouver constamment de l'emploi à nos populations, que de leur fournir les besoins de la vie et les comforts sur l'abondance des marchandises produites.

Il n'y a aucune difficulté à produire aujourd'hui. Nous avons développé la production presque à la perfection. Peu importe la chose nouvelle qui se présente, nous la fabriquons bientôt en série. Dans l'agriculture et même dans les filatures de coton, ce pays, avec seulement une petite partie de sa population, pourrait produire non seulement autant ou plus qu'il ne produit aujourd'hui, mais il pourrait fournir à tout le pays toutes les marchandises dont il a besoin si seulement il avait le moyen de les acheter. Il continue:

Même aujourd'hui, la main-d'œuvre de moins de 10 p. 100 de la population suffit amplement pour maintenir dans le confort tous les habitants de ce pays. Supposons...

Et voici un argument convaincant:

...supposons que les découvertes et les inventions d'ici à cinquante ans aient pour résultat de remplacer toute la main-d'œuvre par la mécanique; la plus grande partie des habitants du globe devra-t-elle alors périr?

La doctrine de Malthus devra-t-elle être acceptée et la doctrine chrétienne, abandonnée? C'est la seule conclusion à tirer de l'attitude des honorables députés qui voudraient s'opposer à un projet de loi pour remédier à un état de choses qu'ils voient autour d'eux et qui